

Huit idées reçues

« On s'aperçoit qu'à chaque élection européenne, il y a un nombre d'idées reçues qui ressurgissent fatalement. L'idée, c'était un peu d'éclairer le débat citoyen. » A l'approche de l'échéance du 9 juin, Sylvain Schirmann, professeur d'histoire contemporaine et coauteur du livre *Idées reçues sur l'Union européenne* (*), invite à remettre en question certaines croyances. De la domination allemande à la politique migratoire en passant par une Europe qui serait antidémocratique et technocratique, nous décryptons huit préjugés sur l'Union européenne.

(* Sous la direction de Martial Libera et Sylvain Schirmann, éditions Le Cavalier bleu, 200 pages, 21 euros.

1

Nicolas Faucon
nicolas.faucon@centrefrance.com



L'ALLEMAGNE FAÇONNE L'EUROPE. Avec 83 millions d'habitants (contre 67 pour la France, qui arrive en deuxième position), un PIB de 4.223 milliards de dollars (2.937 pour la France) qui représente environ 30 % de la zone euro, un taux de chômage inférieur à 5 % de la population, alors que la moyenne de l'UE est d'environ 7 %, l'Allemagne a la réputation de dominer l'Europe. « Cette idée traverse bon nombre de pays européens depuis la chute du mur », confirme Sylvain Schirmann, professeur émérite d'histoire contemporaine à l'Université de Strasbourg. Avant de nuancer aussitôt. « L'Allemagne a souvent dû accepter des compromis, éloignés de ses positions initiales. Dans la crise des dettes grecques, elle s'est rangée à des mécanismes de stabilisation financière entre États européens, dont elle ne voulait pas au départ. » (Photo AFP)



2

L'EUROPE EST UNE PASSOIRE. Les idées reçues sur la capacité de l'Union européenne à maîtriser ses flux migratoires sont légion. Pourtant, « la Commission européenne et les États de l'Union ont une politique migratoire largement tournée vers la fermeture des frontières, au nom de la sécurisation et de la lutte contre le terrorisme », écrit, dans *Idées reçues sur l'Union européenne*, Catherine Wihtol de Wenden, professeur à Sciences Po. La directrice de recherche au CNRS constate que des pays « illibéraux, comme la Hongrie et la Pologne, rendent difficile un consensus européen sur une approche plus ouverte que la guerre aux migrants ». Bref, le sujet n'a pas fini de faire parler. Pour fuir la guerre, le chômage, le changement climatique, les migrations se poursuivront. Au risque, encore et toujours, de favoriser l'économie des passeurs ? (Photo Stéphanie Para)

3

L'EUROPE DÉCONSTRUIT NOTRE MODÈLE SOCIAL. L'Union européenne, une usine à casser les modèles sociaux nationaux ? Point du tout ! Pour s'en convaincre, un coup d'œil dans le rétro. La Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA), dès 1952, apporte une touche sociale en assurant « la libre circulation des travailleurs » et en promouvant « l'égalité de traitement ». Puis, en 1975, le Fonds Européen de Développement Régional (FEDER) permet les réductions de niveau de vie entre régions européennes. « Seulement, depuis la fin des années 1990, avec les critères de convergence, ces indicateurs économiques que doivent respecter les pays membres, on a obligé les États à entrer dans des clous budgétaires, explique Sylvain Schirmann. Et donc à réfléchir aux dépenses sociales. Cela a entraîné des reculs. Mais depuis la fin du Covid, on a fait du social et l'Europe l'a accepté, en passant outre les critères des convergences. » (Photo Francis Campagnoni)



4

L'EUROPE EST UN NAIN GÉOPOLITIQUE. L'absence de défense européenne commune fragilise l'Europe sur le plan géopolitique. La guerre en Ukraine le démontre encore, mettant en exergue la dépendance du Vieux Continent vis-à-vis de Washington. Surtout qu'un éventuel retour de Trump à la tête des États-Unis effraie : l'ex-président n'a-t-il pas dit, lors d'un meeting en février, que, dans l'hypothèse d'une attaque de la Russie, il « ne protégerait pas » les autres pays de l'Otan ? De fait, de la guerre froide à la première crise du Golfe (1991) en passant par l'Afrique, où ses armées sont peu à peu remplacées par les Russes et les Chinois, l'Europe peine à exister dans les moments de forte tension internationale. Mais les lignes bougent. Les récentes adhésions de la Finlande et de la Suède à l'Otan ou l'évolution de la Pologne sur la nécessité de la défense européenne le prouvent. Il y a quelques jours, Emmanuel Macron a indiqué que l'Europe pourrait « mourir » si elle ne parvenait pas à construire une défense robuste. Le début du réveil ? (Photo Florian Salesse)



sur l'Union européenne



5

BRUXELLES DÉCIDE DE TOUT. Le refrain est connu. L'Union européenne légiférerait trop, les États membres n'auraient plus leur mot à dire et ils se limiteraient, dans la plupart des cas, à appliquer les décisions prises à Bruxelles. « Mais Bruxelles, ce n'est pas que la Commission et madame von der Leyen !, rappelle Sylvain Schirmann. Il y a aussi le Conseil européen. Et le Conseil européen, ce sont les États. Rien d'important ne se passe si le Conseil européen ne donne pas son aval. » Conclusion de l'universitaire : « Donc Bruxelles décide, oui, mais dans le mécanisme de la prise de décision, il y a les États. Il est assez commode de dire que Bruxelles décide de tout et de rejeter ce qui va mal sur la Commission européenne, de faire oublier qu'on a, soi-même, participé à la prise de décision ». (Photo Frederick Florin/AFP)

L'ÉDITORIAL

STÉPHANE VERGEADE



stephane.vergeade@centrefrance.com

Tour de passe-passe

À un mois du scrutin européen, l'heure est aux débats. Mais quels débats ? Et quelle vision de l'Europe ? Le sujet est à peine effleuré et c'est tout le problème de cette campagne dans laquelle on passe plus de temps à dissiper les idées reçues sur Bruxelles qu'à pousser des idées neuves. Cela convient fort bien au RN qui s'emploie - et réussit - à nationaliser une élection perçue comme un marchepied pour 2027. Les adversaires de Jordan Bardella sont pris au piège : s'ils parlent trop de politique intérieure, ils seront suspectés d'enjamber eux aussi le scrutin ; s'ils parlent trop d'Europe, il leur sera reproché de ne pas assez défendre les intérêts français. Voici la preuve que c'est bien l'extrême droite qui fixe le tempo de la campagne et en oriente les thématiques. La situation a un côté ubuesque puisque la stratégie du RN est précisément de gagner les européennes sans rien dire de son projet européen, s'il existe. Pour l'instant, le tour de passe-passe fonctionne. Avec un risque considérable à la clé : si les nationalistes diluent l'Europe dans le discours, c'est évidemment pour la fragiliser dans les faits.

6

L'EUROPE EST TECHNOCRATE. L'air est connu : l'Europe serait peuplée d'eurocrates non élus et serait, par essence, non démocratique. Un procès qui ne date pas d'hier. Dans l'ouvrage collectif *Idées reçues sur l'Union européenne*, Michel Mangelot, professeur de science politique à l'Université de Paris 8, nuance ce constat. « Si l'Union européenne est bien née sous le signe d'une technocratie, son système s'est parlementarisé au point qu'il peut être considéré comme un certain laboratoire démocratique. » Autre bémol apporté par l'enseignant : l'Union européenne est la seule organisation internationale au monde dotée d'un parlement élu au suffrage universel direct. Sans oublier que l'autre législateur européen, le Conseil, est le lieu où siègent les représentants des États, qui ont tous été élus démocratiquement dans leur pays. (Photo Florence Chédotal)



8



7

LA FRANCE S'EN SORTIRAIT MIEUX SI ELLE SORTAIT DE L'EURO. L'introduction de l'euro aurait-elle eu des effets inflationnistes et fait perdre du pouvoir d'achat aux citoyens des pays l'ayant adopté ? Un refrain souvent repris par certains politiques. Or, les données montrent que l'euro n'a pas eu d'effet majeur en la matière. Une étude de l'Insee sur l'évolution des prix à la consommation depuis la mise en circulation de l'euro précise qu'entre 2002 et 2016, l'inflation s'est établie à 1,4 % en moyenne par an. Un chiffre inférieur à celle des quinze années précédentes (+2,1 % en moyenne entre 1986 et 2001). Avant l'euro, l'inflation en France pouvait atteindre des niveaux très élevés, jusqu'à plus de 10 % dans les années 1980. Alors, pourquoi une telle croyance ? Peut-être parce que la conversion en euros des tarifs en francs a entraîné, à la marge, une hausse des prix, concède l'Insee dans une étude publiée en 2017. C'est l'effet de l'arrondi à l'euro supérieur. (Photo Thomas Jouhannaud)



L'EUROPE FINANCE UNIQUEMENT DES GRANDS PROJETS. Faux ! L'Europe finance tout type de projets de développement territorial, et aussi ceux portés par les communes. Les financements se déclinent, pour l'essentiel, sous deux grandes catégories de programmes. D'une part, les fonds structurels et d'investissement (FEDER, FSE +, FEADER, FEAMP). D'autre part, il existe un vaste panel de programmes thématiques, accessibles via des appels à projets gérés à l'échelle européenne, qui permettent de financer nombre d'initiatives locales. (Photo Pierre Destrade)